Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: 2

Artikel: Désastre en Irak ou en Occident?
Autor: Baud, Jacques F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346677

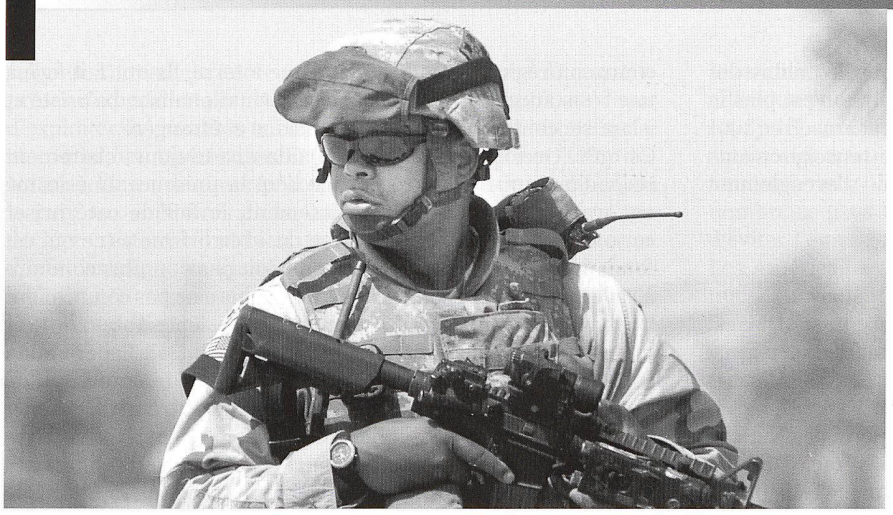
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Désastre en Irak ou en Occident ?

Col EMG Jacques F. Baud

Des objectifs mal ciblés

On peut peut-être ne pas considérer la situation américaine en Irak comme un désastre, mais alors quel mot la décrit mieux ? Echec ? Défaite ? Veste ? Difficile de choisir...
Pour attaquer l'Irak, les Etats-Unis avaient fixé[1] des objectifs principaux :

- la défense du peuple américain et
- l'élimination des armes de destruction massives (ADM)
- irakiennes et la libération du peuple irakien,

et des objectifs secondaires, devant permettre d'atteindre les précédents :

- la fin du régime de Saddam Hussein,
- l'élimination des armes de destruction massives, y compris les missiles, les usines de production et leurs « réseaux de distribution » (sic),
- la recherche, la capture ou l'expulsion des terroristes ayant trouvé refuge en Irak,
- la récolte d'informations sur les réseaux terroristes en Irak ainsi que sur les armes de destruction massives,
- la fin des sanctions contre l'Irak et la distribution d'aide humanitaire pour les citoyens irakiens nécessiteux,
- la remise en état et la sécurisation des installations pétrolières,
- et créer les conditions pour une transition rapide vers un gouvernement représentatif qui n'est plus une menace pour ses voisins, la coalition assurant l'intégrité du territoire irakien.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Une réalité irakienne mal comprise

Il est évident aujourd'hui que l'Irak ne constituait pas une menace pour les Etats-Unis. Comme le disaient les rapports des Nations Unies – et l'Irak – en 2002-2003, les ADM n'existaient pas (ou plus !) et l'Irak n'avait ni les moyens, ni les ressources – ni même l'intention – pour s'attaquer aux Etats-Unis.

L'Irak et son régime « paranoïaque » avait réussi à maintenir le terrorisme islamiste à distance et ne partageait aucun des objectifs politiques ou opérationnels avec le mouvement d'Ossama Ben Laden (qui avait d'ailleurs proposé au gouvernement saoudien, en 1990, de mettre à disposition ses miliciens pour combattre l'armée de Saddam Hussein alors au Koweït).
Les liens entre le régime irakien et Al-Qaïda relevaient de la fantaisie pure. Les seuls liens avec le terrorisme international étaient la présence sur le sol irakien de terroristes internationaux palestiniens comme Abou Nidal (éliminé par le *Moukhabarat* irakien en 2002) et Abou al-Abbas[2], chef d'une faction du *Front de Libération de la Palestine (FLP)* (amnistié aux termes de l'Accord d'Oslo de 1993).

La chute du régime de Saddam Hussein est sans doute le seul objectif qui a été pleinement réalisé par les Américains. Mais à quel prix ! En 1991, après quelques tentatives infructueuses pour éliminer Saddam Hussein par des actions spéciales ciblées, les Américains renoncent à ce projet, comme ils renoncent à poursuivre leur route sur Bagdad, à la fin de l'opération Desert Storm, pour défaire le régime irakien.

En fait, si Colin Powell – alors chef du Joint Chiefs of Staff – avait correctement identifié Saddam Hussein comme étant le centre de gravité du « problème » irakien, il avait aussi identifié son régime comme étant la clé de voûte de l'équilibre de cette région stratégique du Moyen-Orient. Il avait ainsi facilement pu convaincre le Président Bush (senior) de stopper l'offensive, afin de ne pas déstabiliser toute la région.

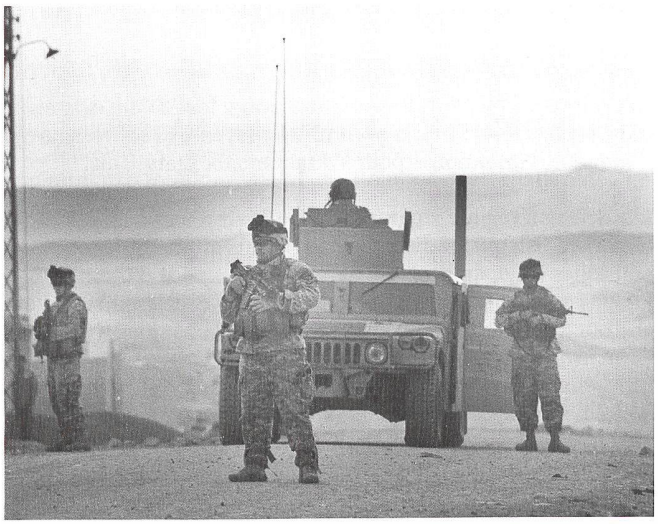
1 Donald Rumsfeld, Conférence de presse du 21 mars 2003 (American Forces Press Service)

2 Arrêté en Italie à la suite du détournement de l'Achille Lauro en 1985, Abou al-Abbas est relâché, faute de preuves. Pourtant, le procès conduit en Italie par la suite aboutira à sa condamnation *in abstentia* à la réclusion à vie (juin 1986). Les Etats-Unis font pression sur l'OLP pour qu'il soit expulsé du Comité Exécutif (septembre 1991). Les Accords d'Oslo de 1993 l'amnistient pour l'affaire de l'Achille Lauro. En avril 1996, il présente ses excuses pour le meurtre de Leon Klinghoffer auprès du Conseil National Palestinien. Il vivait à Bagdad depuis 1995, où il est capturé par les forces américaines le 15 avril 2003.

Malheureusement, douze ans plus tard, alors que l'équilibre des forces régionalles est presque identique, l'analyse n'est plus la même... et la déstabilisation régionale crainte par Powell en 1991 se met en marche en 2003... Les services de renseignements américains étaient-ils plus avisés en 1991 ou l'aveuglement politique était-il plus grand en 2003 ?

L'Occident décrédibilisé

L'appréciation américaine quant à la présence des ADM est elle aussi indicative de dysfonctionnements fondamentaux. Le rapport établi par le Congrès en 2004 sur les défaillances des services de renseignement explique que les services de renseignements ont remis en question les rapports des Nations Unies sans être en mesure d'en vérifier la véracité et ont préféré se baser sur les allégations (pas davantage vérifiables !) d'opposants irakiens, et que dans le doute, ils ont choisi de fournir au Président la « couverture » qu'il souhaitait. Cela a mis en évidence des faiblesses graves au sein de l'appareil de renseignement tant au niveau opérationnel (le manque de sources sur le terrain) qu'au niveau stratégique (la vulnérabilité à la manipulation extérieure).



Par ailleurs, la mise sur pied de structures de renseignements « parallèles » directement subordonnées au Secrétaire à la Défense Rumsfeld et contournant la Defense Intelligence Agency (DIA) tend à indiquer qu'il y a eu la volonté de manipuler le processus de décision.
Ces dysfonctionnements ont gravement entamé la crédibilité et le bien-fondé des intentions américaines – et plus généralement occidentales – particulièrement au sein de l'Islam. Ce « mensonge » américain est d'ailleurs constamment relevé dans les écrits des mouvements terroristes et de résistance irakiens et brandi comme une justification supplémentaire pour le Jihad contre les Etats-Unis. Pire, la méfiance à l'égard des pays occidentaux s'est accrue et, par exemple, est l'une des causes majeures du refus soudanais (et pas seulement du gouvernement !) au déploiement d'une opération de maintien de la paix au Darfour.

Une présence qui stimule le terrorisme

Etait-ce parce que le soixantième anniversaire de la libération de Paris était dans l'air que les Américains se sont attendus à être accueillis en héros dans les rues de Bagdad ? Toujours est-il que la conduite américaine a largement sous-estimé la volonté de défense des Irakiens. La victoire américaine lors des « combats principaux » de la première phase de la guerre a été clairement acquise car dans cette phase la Coalition se battait contre un régime. Une fois ce régime à terre, ils ont fait face à une résistance plus populaire, à la fois nationaliste, ba'asiste et islamiste contre la présence américaine et étrangère.
Ce que l'Occident appelle « Al-Qaïda », a toujours clairement revendiqué un rôle de résistance lié à la présence américaine en Arabie Saoudite. Malheureusement, le fait de catégoriser cette « résistance » sous le terme de « terrorisme » (ce qui est fondamentalement correct, mais ne doit pas non plus conduire à l'aveuglement !) a conduit les Américains à ne pas comprendre la chaîne d'attentats qui a conduit au 11 septembre 2001, et notamment à prendre au sérieux la fatwa de Ben Laden du 23 février 1998 très précise à ce sujet. Ce n'est qu'après le début de l'invasion de l'Irak, que les Américains ont entrepris d'évacuer leurs bases d'Arabie Saoudite et de les délocaliser dans d'autres pays du Golfe, en espérant finalement ainsi priver les jihadistes de leur principale raison d'être... mais ils tombent de Charybde en Scylla...
Car par leur action militaire contre un Etat souverain et leur présence en Irak, les Américains donnent une légitimité à la résistance irakienne, à laquelle s'est rapidement associée « Al-Qaïda ». Ainsi, la situation perçue par la résistance irakienne correspond exactement à celle de l'Afghanistan lors de l'occupation soviétique : un pays musulman dans lequel une puissante occidentale (« non-croyante ») tente d'imposer un régime conçu par elle.

L'aspect « positif » (si l'on peut dire !) est que l'Irak, comme naguère l'Afghanistan, cristallise aujourd'hui l'esprit du jihad, auquel d'une certaine manière, l'intervention américaine a fourni un champ de bataille. Cyniquement, on pourrait dire que les terroristes n'ont plus besoin d'aller chercher leurs cibles à travers le monde, puisque leurs victimes viennent à eux. Toutefois, si la guerre s'arrêtait instantanément en Irak, les volontaires jihadistes internationaux – probablement pas très nombreux (4-10% des combattants) mais motivés et efficaces – reflueraient sans doute vers leurs pays d'origine créant ainsi de nouvelles menaces, comme cela avait été le cas après la guerre d'Afghanistan. La stratégie américaine contribue ainsi à maintenir sur nos têtes l'épée de Damoclès du terrorisme international.

L'Irak n'est pas le Vietnam

Malheureusement, l'Irak n'est pas le Vietnam, pourrait-on dire ! Premièrement, contrairement à ce que nous faisait croire la propagande communiste de l'époque, les Américains jouissaient au Vietnam d'un certain soutien populaire. Ils ont pu – comme l'avaient fait les Français auparavant – appuyer leur action sur des tribus et des communautés religieuses bouddhistes ou chrétiennes, qui voyaient dans le communisme nord-vietnamien – athée et unificateur – une menace sur leur propre identité.

Il a ainsi été possible d'élaborer des stratégies exploitant les réflexes de survie des certaines minorités ethniques pour créer de véritables « guérillas contre-guérilla ». Contrairement à beaucoup d'idées reçues, les Américains ont alors maîtrisé la situation au niveau tactique. Avec une imagination et une créativité étonnante, utilisant des psychologues, des sociologues, des anthropologues et des ingénieurs les Américains ont développé des tactiques dont l'originalité est restée inégalée – et souvent tombées dans l'oubli – depuis le Vietnam. On n'a retenu que les bombardements massifs sur Hanoi et les bombes au napalm, mais des succès réels ont été obtenus ailleurs, à travers la fidélisation de minorités et la persuasion des combattants du Vietcong.
En Irak, les Américains ont tenté de réadapter certains concepts du Vietnam, mais n'ont pas compris qu'ici la situation est diamétralement opposée : ici aussi l'identité (essentiellement

religieuse) reste le moteur, mais la menace est l'écrasante présence occidentale. Dès lors, il devient plus compliqué d'exploiter les rivalités tribales, car chacun lutte contre l'autre et contre les Américains. Et même si la résolution 1483 des Nations Unies donne a posteriori un mandat de maintien de la paix aux militaires de la Coalition, pour la population, ces derniers restent bel et bien des occupants, arrivés là au terme d'une campagne militaire et non par suite d'un accord entre belligérants.
En second lieu, les Américains n'ont pas d'interlocuteur, comme ils l'avaient lors de la guerre du Vietnam où la guerre et la diplomatie avançaient de pair en convergeant cahin-caha vers un accord de paix. La stratégie du « diviser pour régner » essentielle dans la lutte anti-insurrectionnelle, fonctionne contre des adversaires symétriques et non contre des adversaires asymétriques ! En Irak, non seulement l'opposition est morcelée, mais même les recommandations du Rapport Baker d'engager un dialogue avec la Syrie et l'Iran ont été rejetées par le Président Bush et le gouvernement irakien lui-même ne semble pas avoir de canaux pour entamer un processus de négociations avec la résistance.

La déstabilisation d'une région stratégique

On peut certes se réjouir de l'élévation du niveau des salaires des Irakiens, de leur accession au marché libre et de la tenue d'élections. En termes de statistiques, il est possible que l'Irak se porte mieux aujourd'hui. Mais entre juillet 2005 et juillet 2006, le prix de l'énergie avait augmenté de 374 % et celui des transports et communication de 218 % tandis que le taux d'inflation moyen pour la même période est de 70%.[3] L'Irak vote, mais est-il pour autant démocratique ? En fait, le système d'élections mis en place tend à favoriser les rivalités ethniques, voire tribales... ce qui se matérialise aujourd'hui.
Il a fallu à notre pays 600 ans pour avoir une démocratie (en repoussant systématiquement les pays qui voulaient nous imposer la leur !). Les Irakiens seraient-ils donc capables de faire ce chemin en quelques années seulement ? La démocratie ne s'impose pas. Elle se vit plus qu'elle ne s'apprend. Elle doit mûrir dans les cœurs des Irakiens et non dans les cerveaux de conseillers venus d'ailleurs.

L'Occident a longtemps soutenu l'Irak car il était en quelque sorte la clé de voûte de l'équilibre et de la stabilité au Moyen-Orient. Mais on a introduit l'instabilité dans cette région stratégique. L'identité chiite a été revitalisée et l'Iran a pu élargir sa zone d'influence, faisant des minorités chiites installées dans les principales zones d'exploitation pétrolière une menace intérieure pour les pays du Golfe – notamment l'Arabie Saoudite. C'est cette même crainte qui avait présidé à la création du *Gulf Cooperation Council* en 1981. Pourtant l'Iran n'a pas une tradition d'expansion, sa guerre avec l'Irak lui a été imposée (« Jang-e-tahmîlî ») et il aurait été facile de s'en faire un allié, lui qui tente depuis des années de se rapprocher de l'Occident. Les discours et les démonstrations de force occidentales au Proche-Orient ont virtuellement propulsé M. Ahmadinejad au pouvoir en 2005, alors que les réformateurs avaient jusque-là l'avantage. Même les opposants à Ahmadinejad – et ils sont nombreux – lui donnent raison dès lorsqu'il s'agit de faire face à l' « arrogance américaine ».

Les Kurdes voient leur rêve d'un Kurdistan – qui leur a été « volé » par le Traité de Lausanne de 1923 – se rapprocher, en inquiétant la Turquie, la Syrie et l'Iran. Certains, en Turquie, n'excluent pas devoir intervenir militairement en Irak afin d'écraser les velléités kurdes. De plus, la Turquie qui a toujours eu des prétentions sur la région pétrolifère de Mossoul, trouverait même là un intérêt à intervenir, d'autant plus que les signaux négatifs de l'Union Européenne sur son éventuelle adhésion pourraient lui faire perdre toute retenue.
La Syrie, dont les troupes ont combattu aux côtés de l'armée américaine contre l'Irak en 1991, cherche depuis de nombreuses années à normaliser ses relations avec l'Occident. Comme de nombreux pays arabes, elle doit naviguer près du vent afin d'éviter l'émergence d'un islamisme violent sur son territoire. Les Américains ont besoin d'un rapprochement avec la Syrie, mais ne veulent pas compromettre leurs liens avec Israël. Dans ce contexte, l'assassinat de Pierre Gemayel qui arrive « opportunément » quelques jours après le rapprochement entre la Syrie et l'Irak apparaît difficilement être dans l'intérêt du gouvernement syrien que tous accusent... Le coupable est ailleurs...

Le rôle des services de renseignements

Le « désastre » est également en ce qu'il révèle l'incompétence des services de renseignements (SR) occidentaux et leur asservissement à des objectifs politiques. Non seulement leurs analyses sur les ADM irakiennes, ainsi que sur les liens entre le régime et le terrorisme jihadiste, étaient faux, mais ils n'ont pas su évaluer les conséquences d'une offensive américaine en Irak pouvaient clairement être anticipées dès mars 2003. En matière de renseignement, l'erreur est toujours possible. Ce qui n'est pas admissible, est que cette erreur résulte de dysfonctionnements profonds au sein des services.

La fonction première des SR – on l'oublie trop souvent – est de fournir les éléments d'appréciation pour les décideurs politiques ou militaires. Les SR fonctionnent selon certains mécanismes et processus qui ne peuvent être court-circuités sans que le produit – le renseignement – et donc la décision n'en soient directement affectés. La loyauté d'un SR vis-à-vis d'un décideur s'exprime par rapport à la réalité des faits et non par rapport à des opportunités particulières : il n'est pas là pour « faire plaisir » au décideur mais pour l'aider en l'informant de manière non-partisane.

Les Américains ont le mérite d'une certaine transparence sur leurs erreurs – relevées dans un rapport du Congrès en 2004 – et leur volonté de les corriger. Mais ne nous leurrons pas, les mêmes déficits affectent les autres SR occidentaux, y compris – et même particulièrement – la Suisse. Le simple fait qu'aucun pays – même pas la France – n'ait pu s'opposer aux Américains sur la réalité des faits en Irak (notamment lorsque Colin Powell a présenté ses « preuves » au Conseil de Sécurité, le 5 février 2003) montre la faiblesse des services européens (tant en terme d'analyse qu'en terme de collecte), l'insuffisance de la coopération entre services et leur relative dépendance par rapport aux services américains. Ainsi, les mécanismes qui ont conduit à l'intervention en Irak témoignent aussi de déficits profonds au sein des services de renseignement européens, dont on n'a tiré pratiquement aucune conséquence.

Conclusions

Actuellement, les Américains ne peuvent ni rester en Irak et ni en sortir. Au jeu d'échecs, lorsque l'on ne peut plus bouger le roi sous peine de se le faire prendre au prochain coup, cela s'appelle être « mat »... !

Le fiasco américain en Irak n'est pas une fabrication des médias et est bien réel, ainsi que l'a confirmé le nouveau secrétaire à la Défense, Robert Gates au début décembre 2006. Manifestement, l'intervention en Irak n'a fait l'objet ni d'une analyse approfondie, ni d'une stratégie claire. On ne joue pas avec le Moyen-Orient.

3 International Herald Tribune, 03.09.2006

Or, tous les éléments d'appréciation étaient connus au début 2003.[4]
La guerre en Irak a la particularité d'opposer une armée (américaine) confrontée successivement à plusieurs formes de conflits : des opérations de guerre conventionnelle (mars – mai 2003), puis un terrorisme qui est simultanément symétrique dans certaines zones et asymétrique dans d'autres. Or, les forces armées américaines n'ont pas été configurées pour faire face à ce type de problème.

La nature même de la guerre s'est modifiée et, comme la paix, exige des stratégies, des méthodes et des moyens nouveaux. Or, notre manière d'y répondre en termes de doctrine, d'organisation, de processus, de formation des cadres (supérieurs) et d'équipement reste éminemment superficielle et au final, très conventionnelle et inadéquate. Au mieux, nous en avons retiré des principes tactiques et opératifs, mais pas encore de conséquences stratégiques. En Afghanistan, l'OTAN commence à payer le prix d'une guerre menée aux niveaux tactiques et opératifs, mais sans réelle stratégie... Notre compréhension des conflits actuels est insuffisante, matérialisée par une relation floue entre les notions de « défense » et « sécurité nationale » et conduit à des bases doctrinales confuses, mal pensées, inspirées de solutions étrangères inadéquates où le « copier-coller » tend à se substituer à la réflexion. Le scepticisme qui entoure (à gauche comme à droite) la mise en oeuvre d'Armée XXI témoigne de l'absence d'un réel concept stratégique...

Depuis une dizaine d'années, nos services de renseignement ne sont pas parvenus à fournir à nos décideurs une compréhension des mécanismes du terrorisme permettant l'élaboration de stratégies d'action cohérentes : politique étrangère et de défense ne sont toujours pas intégrées dans un tout harmonieux visant à agir préventivement contre le terrorisme.
L'architecture interne et externe de nos SR, ainsi que leur dynamique de développement, sont inadéquates pour faire face à la complexité des menaces contemporaines. Ces dernières années, pratiquement tous les pays occidentaux – dont la Suisse – ont développé une compétence en matière de renseignement de police. C'est positif : on a lentement une meilleure visibilité sur les réseaux extrémistes et notre capacité à réagir de manière *préemptive* s'est clairement améliorée. En revanche, la dimension *préventive* de l'action contre le terrorisme, qui découle des renseignements fournis par les SR stratégiques et de défense reste plus que décevante. Nous n'avons pas encore compris comment fonctionne le terrorisme, avec ses doctrines, ses logiques et ses stratégies. Ainsi, le 11 mars 2004, il était clair pour tous ceux qui connaissaient le fonctionnement et les débats internes de l'ETA basque, que la probabilité qu'elle soit impliquée dans l'attentat de Madrid était très faible.[5] Pourtant, nos SR se sont accrochés à la version du gouvernement Aznar durant quelques jours (alors que les SR espagnols – en interne – avaient immédiatement identifié le rôle des islamistes) laissant le regard de nos autorités se distraire sur les faux coupables.

La prévention contre le terrorisme a une dimension principalement politique et le rôle des SR pour éclairer nos décideurs politiques devrait être déterminant. Or, dans la plupart des forums internationaux, on constate l'absence de stratégies nationales (et a fortiori internationales !) pour approcher la question du terrorisme. La « stratégie » occidentale est en fait une « défense offensive » de niveau tactique (mesures de police et surveillance, etc.), mais n'a pas de composante stratégique active (prévention).

Confondre « préemption » et « prévention » ne résout pas la question : nous ne nous donnons pas les moyens de vaincre le terrorisme... à moins que les terroristes ne décident d'eux-mêmes de cesser la lutte, ce qui semble improbable avec une communauté occidentale qui semble s'ingénier à les provoquer !

On augmente la protection individuelle, les systèmes de détection, les blindages, la précision des armes afin d'économiser des vies et c'est bien. Mais cela ne permet ni de vaincre, ni de convaincre des adversaires, qui, défiant la logique arithmétique, sont toujours plus nombreux et vaillants. Quelle est donc notre vision sur le long terme de ces conflits ? En fait, en matière de politique de sécurité la Suisse manque, tout comme les Américains, d'une stratégie d'action qui mette en cohérence ses besoins légitimes de sécurité et ses interactions avec le monde.

J.B.

4 NdA : Invité au rapport du Corps d'Armée de Campagne 4, une semaine avant l'attaque américaine en Irak en mars 2003, l'auteur y a présenté l'analyse de la situation, qui est reflétée dans cet article et reste encore aujourd'hui valable.
5 Ainsi que l'auteur l'expliquait le soir même à la Radio Romande.